

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 Orléans

Orléans, le 16/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME)**

7 rue du Docteur Lancereaux  
75008 Paris

Références : D2603-022  
Code AIOT : 0010000974

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME) implanté Usine d'incinération Les Gatines Arrabloy 45500 Gien. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Un réseau de chaleur a été construit entre la société PAPREC et la société ESSITY.  
Ce réseau comporte :

- une canalisation "aller" de PAPREC vers ESSITY ;
- une canalisation "retour" de ESSITY vers PAPREC.

Le réseau est raccordé à 3 évaporateurs installés sur le site ESSITY.

Les caractéristiques de ces canalisations sont :

- "canalisation vapeur" : PS=44b, T=310°C, DN=219
- "canalisation condensats" : PS=36b, T=200°C, DN=88,9

Ce projet a été porté par la société PAPREC qui exploite le réseau de chaleur ainsi que les évaporateurs depuis l'année 2022.

Il s'agit de la première inspection DREAL du réseau de chaleur depuis sa mise en service.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME)
- Usine d'incinération Les Gatines Arrabloy 45500 Gien
- Code AIOT : 0010000974
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC Energies 45 exploite sur la commune de Gien Arrabloy une unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) ainsi qu'une plate-forme de maturation des mâchefers.

La société ESSITY OPÉRATIONS FRANCE réalise dans son usine de GIEN la fabrication de papiers sanitaires et domestiques.

**Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Définition de l'analyse de risques	Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 2-3°	Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Exploitation : PSM	Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Exploitation : plan d'intervention	Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Exploitation : CREX	Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	
9	Interventions de travaux tiers	Code de l'environnement du 12/02/2026, article R. 554-22 et R. 554-26	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
10	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
11	Suivi en service des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Définition d'un réseau de chaleur	Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 1	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 12	Sans objet
6	Exploitation : transmission du PSM et du plan d'intervention	Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 16	Sans objet
7	Exploitation : réparations et modifications	Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 17	Sans objet
12	Suivi en service des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Définition d'un réseau de chaleur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limites du réseau de chaleur
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 1 AM 08/08/2013</u> Le présent arrêté est applicable aux canalisations de transport d'eau surchauffée dont la température peut excéder 120° C ou de vapeur d'eau, mentionnées au V de l'article 2 du décret du 13 décembre 1999 susvisé et répondant simultanément aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la canalisation ne relève pas du code minier ;</li> <li>- la canalisation ne fait pas partie d'une installation mentionnée à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la pression maximale admissible est supérieure à 0,5 bar ;</li> <li>- la dimension nominale (DN) est supérieure à 32 ;</li> <li>- le produit de la pression maximale admissible (exprimée en bar) par la dimension nominale est supérieur à 1 000 bar. Cet arrêté définit les prescriptions applicables à la fabrication et à l'évaluation de conformité de ces canalisations et leurs conditions d'entretien et de surveillance.</li> </ul> <u>Article 2 AM 08/08/2013</u> On entend par : [...] « Canalisation de transport » : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les sections de canalisation implantées à l'extérieur des établissements qui produisent ou</li> </ul>

utilisent le fluide ;

- les sections de canalisations qui prolongent la canalisation de l'extérieur vers l'intérieur des établissements concernés jusqu'au premier organe d'isolement inclus ;
- les accessoires qui contribuent au fonctionnement de la canalisation ;
- les stations de pompage ;
- le supportage.

Elle englobe l'assemblage permanent reliant toute section soumise aux dispositions du présent arrêté à une section non soumise ;

#### Article L511-1

Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. [...]

#### Article R557-1-1 - III du Code de l'environnement du chapitre VII (Produits et équipements à risques)

Les appareils à pression mentionnés à l'article L. 557-1 sont :

1° Les équipements sous pression et ensembles dont les caractéristiques sont fixées aux articles R. 557-9-2 et R. 557-14-1 ; [...]

#### Article R557-14-1-I du Code de l'environnement

Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression [...] qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après :

[...] 6° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 2, y compris la vapeur d'eau et l'eau surchauffée, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 et le produit PS x DN de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 3 500 bars. [...]

#### Article L557-4 du Code de l'environnement

Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché [...] que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité [...].

Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations. [...]

#### **Constats :**

Le réseau de chaleur exploité par la société PAPREC et soumis à l'arrêté ministériel du 08/08/2013 comprend :

- un tronçon de canalisation vapeur à T=310°C et P=44 bar ;
- un tronçon de canalisation condensats à T=200°C et P=36 bar ;
- la limite du réseau de vapeur se situe au niveau de la première vanne à l'entrée de chaque site.

Les parties de canalisation situées à l'intérieur du site ICPE et au-delà de la vanne sont considérées comme des tuyauteries. Elles sont soumises au suivi en service si elles dépassent les seuils de l'article R557-14-1-I du Code de l'Environnement, et l'arrêté ministériel du 20/11/2017 leurs est applicable.

En tant qu'appareils à pression définies à l'article L557-1 du Code l'environnement, les tuyauteries doivent posséder une plaque signalétique (comportant un marquage CE) en application de l'article L557-4 du Code l'environnement.

Lors de la visite, l'inspection n'a pas contrôlé les plaques d'identifications des tuyauteries.

**Conclusion :**

**L'exploitant PAPREC exploite :**

- Un réseau de chaleur comportant 2 tronçons (dénommés canalisation vapeur et canalisation condensats) : ces tronçons sont enterrés entre le site de PAPREC et le site de ESSITY, et une partie aérienne jusqu'au premier organe de coupure situé sur le site d'ESSITY ;
- Des tuyauteries (prolongement de la 'canalisation vapeur') sur le site de PAPREC et sur le site de ESSITY.

Le réseau de chaleur est soumis à l'arrêté du 08/08/2013 et avait fait l'objet d'un dossier de mise en service en 2022. Les tuyauteries (PS=44b, DN219), exploitées physiquement sur les sites ICPE, sont soumises au chapitre VII du Code de l'environnement et à l'arrêté du 20/11/2017.

Pas d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Définition de l'analyse de risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 2-3°

**Thème(s) :** Risques accidentels, Analyse de risques

**Prescription contrôlée :**

On entend par : [...] « Analyse de risques » : document établi par l'exploitant en liaison avec le fabricant, destiné :

- à examiner les risques raisonnablement prévisibles que peut générer la canalisation, compte tenu des conditions de conception, de construction et d'exploitation ;
- à définir les mesures mises en œuvre pour supprimer ou réduire ces risques ;

**Constats :**

Analyse de risques dénommée « Analyse des risques RTC Double Enveloppe » du 09/03/2022, transmise par courriel du 22/01/2026.

L'analyse de risque transmise porte sur la double enveloppe du réseau de chaleur.

Elle reprend le format proposé au sein du guide professionnel, à savoir la liste des défaillances possibles par thématique (conception, réalisation, exploitation, intervention des tiers et environnement de la canalisation). Cette analyse associe des barrières de sécurité pour chaque défaillance possible qui a été identifiée.

L'analyse de risques comporte un tableau des risques pour le fluide vapeur à 310°C et 44 bar, et un second tableau des risques pour le fluide condensats à 200°C et 36 bar.

L'analyse de risques ne comporte pas :

- le risque de défaillance concernant les purgeurs de condensats,
- le risque de la mauvaise qualité d'eau.

L'exploitant a indiqué que les purgeurs sont dotés de vannes manuelles. La défaillance des vannes est listée dans l'analyse de risques.

L'exploitant a indiqué que le suivi de la qualité d'eau est déjà suivi par ailleurs par le site PAPREC, notamment en lien avec le fonctionnement de la chaudière principale du site.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que la canalisation n'est pas dotée d'une protection cathodique.

**Conclusion :**

L'analyse de risques ne comporte pas le risque de défaillance concernant les purgeurs de condensats et le risque de la mauvaise qualité d'eau. L'exploitant, en accord avec le fabricant si nécessaire, mettra à jour son analyse de risque pour l'adapter au réseau de chaleur qu'il exploite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 3 : Exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Pérennité des dispositions de pose

**Prescription contrôlée :**

I- L'exploitant est responsable du respect de la pérennité des dispositions prévues aux I à III de l'article 7.

Art.7

<p>I. - Dans les voies ouvertes à la circulation publique, toute canalisation est enterrée soit en caniveau, soit sous enveloppe (métallique ou non), soit en galerie dédiée.</p> <p>La profondeur de pose est établie en fonction des conclusions de l'analyse de risques ; elle ne peut être inférieure à 40 centimètres (distance mesurée à partir du caniveau ou de l'enveloppe) sauf exceptionnellement en cas de franchissement d'un obstacle enterré ou de passage dans un ouvrage d'art et sous réserve de mesures de protection compensatoires justifiées.</p> <p>La présence de la canalisation est signalée par un dispositif avertisseur.</p> <p>II. - Les autres modes de pose (dont la pose en aérien) ne sont réalisés que dans des conditions définies par le guide professionnel mentionné au 6° de l'article 2 prenant en compte les éléments de l'analyse de risques.</p> <p>III. - Le fabricant prévoit, lors de la pose de la canalisation, les dispositions nécessaires pour la protection de la canalisation, notamment en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des risques qu'elle présente : notamment une protection contre un excès de pression par un ou plusieurs accessoires de sécurité adaptés pour se déclencher au plus tard lorsque la pression en un point quelconque de la canalisation atteint la pression maximale admissible et empêcher que cette pression ne soit dépassée, même momentanément, de plus de 10 % ainsi que des dispositions pour que la température maximale atteinte ne dépasse pas la température maximale admissible ;</li> <li>- des risques de dégradations prévisibles : notamment la protection contre la corrosion (notamment protection passive, éléments nécessaires à la protection cathodique éventuelle).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pose en caniveau observée au niveau de la fosse de purgeur n°01 sur le site de PAPREC.</p> <p><b>Conclusion:</b> Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Exploitation : PSM

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PSM</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant établit, pour une durée ne dépassant pas dix ans, un plan de surveillance et de maintenance (PSM) qui prévoit :</p> <p>1° D'assurer la surveillance de la canalisation par la mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des opérations d'inspection ou d'analyse portant sur l'ensemble de la canalisation. Les modalités de détection des défauts et l'évaluation de leurs caractéristiques au regard de critères d'acceptabilité sont précisées ;</li> <li>- du suivi spécifique des organes de sécurité tels que les dispositifs de limitation des surpressions ;</li> <li>- du suivi des dispositifs de purge automatique, y compris ceux associés aux reprises de pente ;</li> <li>- du suivi des points singuliers tels que les tronçons aériens, les passages le long d'ouvrages d'art ;</li> <li>- du suivi de la protection cathodique éventuelle ;</li> <li>- du suivi de la qualité du fluide véhiculé, indispensable pour minimiser les risques de corrosion, d'érosion et de colmatage de la canalisation ;</li> </ul>



2° De définir les modalités de réparation provisoire ou définitive ou de remplacement éventuel des tronçons présentant des défauts ou des pertes d'épaisseur inacceptables ;

3° De définir les dispositions techniques et organisationnelles pour la conservation et la remise en service en cas d'arrêt temporaire de la canalisation, dans des conditions permettant de garantir la sécurité des personnes et des biens et l'intégrité de l'ouvrage.

II. - L'exploitant s'assure de la qualité du fluide qui alimente la canalisation. S'il n'est pas l'exploitant des installations qui produisent ce fluide, il s'assure auprès de celui-ci du respect de cette disposition.

III. - Les opérations nécessaires à la réalisation des actions définies dans le plan de surveillance et de maintenance sont établies et mises en œuvre selon des procédures documentées, préétablies et systématiques, quelle que soit la taille de la canalisation concernée.

IV. - Le plan de surveillance et de maintenance est établi selon les principes du guide professionnel mentionné au 6° de l'article 2. Il définit également les dispositions visant à :

- détecter au plus tôt la survenance et la localisation d'une fuite ;
- supprimer le risque le plus rapidement possible.

Pour les canalisations mises en service avant le 1er janvier 2014, le guide professionnel mentionné au 6° de l'article 2 détaille les modalités de fourniture des justificatifs (caractéristiques de la canalisation, plan, note de calcul), en cas d'absence de certains éléments du dossier technique.

V. - Le plan de surveillance et de maintenance est renouvelé dès la fin de la période déterminée par l'exploitant, qui ne peut excéder dix ans.

VI. - Pour les canalisations mises en service depuis plus de trente ans, le plan de surveillance et de maintenance décrit les dispositions prévues (expertises, contrôles, essais réalisés sur la base de prélèvements) pour justifier, pour une période définie qui ne peut excéder dix ans, l'aptitude au maintien en service de la canalisation.

#### **Constats :**

PSM dénommé « Liste de maintenance et d'entretien » du 09/03/2022, transmis par courriel du 22/01/2026.

#### **Analyse du contenu du document PSM**

I.

##### **1) PSM**

Le PSM transmis comporte des contrôles sur le BOP et le réseau vapeur. Il s'agit d'une liste des opérations de maintenance et de l'entretien préventif. Ces contrôles et vérifications concernent plusieurs équipements et les tuyauteries, pour une fréquence allant de journalière à annuelle.

##### **Opérations d'inspection ou d'analyse:**

Les modalités de détection des défauts et l'évaluation de leurs caractéristiques au regard de critères d'acceptabilité ne sont pas précisées.

##### **Suivi spécifique des organes de sécurité:**

Le suivi de 2 soupapes de sûreté est indiqué.

##### **Suivi des dispositifs de purge automatique:**

Le suivi de purgeurs est indiqué. Les purgeurs sont dotés de vannes manuelles.

##### **Suivi des points singuliers:**

Aucun point singulier n'est indiqué. Pourtant, la canalisation comporte une partie aérienne entre l'entrée dans le site ICPE de ESSITY et la première vanne vue lors de la visite, au niveau d'un purgeur.

##### **Suivi de la protection cathodique:**

L'exploitant a indiqué que la canalisation n'est pas dotée d'une protection cathodique.

#### Suivi de la qualité du fluide véhiculé

Le suivi de la qualité d'eau est effectué mais il n'est pas indiqué dans le PSM.

2) Modalités de réparation provisoire ou définitive ou de remplacement éventuel des tronçons  
Non défini dans le PSM transmis.

3) Dispositions techniques et organisationnelles pour la conservation et la remise en service en cas d'arrêt temporaire de la canalisation  
Non défini dans le PSM transmis.

#### II. Suivi de la qualité du fluide

Non défini dans le PSM transmis.

#### III. Procédures de mise en œuvre du PSM

Procédures non présentées lors de la visite.

#### IV. Rédaction du PSM selon guide AM2013

L'exploitant a indiqué que la méthode d'historisation des données résultants des opérations non indiquée se fait par le biais d'un système GMAO. L'exploitant n'a pas présenté de résultats du tracé de ces actions via des extractions de sa GMAO le jour de l'inspection.

Contrôles sur opportunité : non indiqués par l'exploitant.

#### V. Validité

Conforme

#### VI.

Non concerné.

#### Explications de la mise en œuvre du PSM par l'exploitant

L'exploitant a déclaré qu'aucune surveillance à distance ou de terrain n'est effectué pour les tronçons.

Seules des rondes de quarts sont effectuées sur les 2 sites ICPE permettant de faire des contrôles visuels et sonores.

L'exploitant a indiqué que les réparations seraient effectuées par un prestataire compétent.

L'inspection a demandé à l'exploitant d'expliquer les scénarios suivants :

##### • Défaillance des purgeurs :

l'exploitant a indiqué qu'une procédure (mode opératoire) existe pour l'entretien des 11 purgeurs situés sur le réseau de vapeur. 2 des purgeurs sont situés à l'entrée de chacun des sites ICPE. Il a indiqué qu'en cas de fuite, la vanne de sécurité située à l'intérieur du site de PAPREC serait fermée.

##### • Corrosion :

l'analyse de risque indique qu'une alarme pression vide constitue une des barrières de sécurité.

L'exploitant a expliqué que le réseau de chaleur comporte une double enveloppe. Entre la canalisation et la double enveloppe, un vide est créé à partir de pompes à vide. Ce vide permet de limiter les chutes de température du fluide entre le départ et l'arrivée. Le report de l'alarme de pression vide a été observé en salle de commande. L'exploitant a indiqué qu'il n'est pas possible de simuler une défaillance du capteur de pression vide. L'exploitant a indiqué que la défaillance du capteur serait observée sur l'écran par des valeurs erronées vues par l'opérateur en salle de commande. A noter que le site fonctionne 24h/24h et 7j/7j.

L'exploitant n'a pas indiqué si le calorifuge de la canalisation fait l'objet d'un contrôle visuel, notamment lors des opérations de purges durant lesquelles les opérateurs se rendent dans les fosses d'accès aux purgeurs, à proximité immédiate des tronçons de canalisations enterrées.

- Défaillance des vannes :

L'exploitant indique qu'un mode opératoire décrit la maintenance effectuée sur les vannes. Le suivi sous GMAO des vannes n'a pas été accessible le jour de l'inspection. L'analyse de risques indique qu'une vérification du serrage des brides constitue une des barrières de sécurité. L'exploitant a indiqué ne pas réaliser ce contrôle. L'exploitant a indiqué que la vérification du fonctionnement des vannes manuelles est effectué à chaque arrêt et redémarrage du réseau de chaleur. Une procédure d'arrêt et de redémarrage a été transmise.

- Interventions de tiers (perforation de la canalisation) :

L'exploitant est bien enregistré sur le guichet unique. Il a indiqué répondre aux DT et DICT qu'il reçoit.

L'exploitant a indiqué ne pas réaliser de surveillance aérienne de la canalisation enterrée à l'extérieur des 2 sites, ce qui lui permettrait de s'assurer de l'absence de travaux non déclarés sur le guichet unique. A noter que le réseau (partie enterrée) est situé à une profondeur d'environ 5 mètres et hors zone urbaine d'après l'exploitant.

- Interventions de tiers (Accident de la route) :

le réseau de vapeur est constitué d'une partie enterrée et d'une partie aérienne. La partie aérienne (située en amont de l'organe de coupure du site ESSITY) à proximité d'un parking, est délimitée par une clôture.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis par courriel du 03/03/2026 des éléments de suivi de la qualité d'eau :

- le dernier rapport de contrôle par un prestataire extérieur (BWT) daté du 13/01/2026 ;
- le suivi hebdomadaire effectué en interne pour le mois de janvier 2026.

### Conclusion:

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la mise en œuvre de l'ensemble des opérations indiquées dans le PSM. L'exploitant fournira les documents suivants:

- Les procédures nécessaires à l'application du PSM:
  - le mode opératoire de maintenance des purgeurs ;
  - le mode opératoire de maintenance des vannes ;
- Les rapports de contrôles et de vérifications effectués dans le cadre du PSM:
  - Suivi GMAO des actions de maintenance (contrôle des soupapes, des tuyauteries, des purgeurs et des transmetteurs).

En outre, le document PSM présenté ne précise pas les modalités de détection des défauts et l'évaluation de leurs caractéristiques au regard de critères d'acceptabilité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

**N° 5 : Exploitation : plan d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant établit également un plan d'intervention qui définit les modalités d'information, d'intervention et, s'il y a lieu, de mise en place des secours en cas d'accident ou d'incident. Ce plan d'intervention est établi selon un modèle établi par le guide professionnel mentionné au 6° de l'article 2.</p> <p>II. - L'exploitant met en œuvre le plan d'intervention mentionné à l'article 15 lors de tout accident, incident ou situation de danger susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes et des biens.</p> <p>III. - Cette mise en œuvre fait l'objet d'une communication immédiate de l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, au service régional chargé de la surveillance des appareils à pression et à celui chargé de la sécurité civile. Cette information est confirmée par écrit dans les meilleurs délais et au plus tard sous sept jours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a un transmis par courriel du 22/01/2026 un document dénommé « Mode Opérateur Intervention sur le réseau Vapeur » du 06/12/2022.</p> <p>Ce document détaille les EPI à utiliser en cas d'intervention à proximité du réseau de chaleur. Il rappelle les consignes générales du site ESSITY. Il présente les consignes en cas d'incendie (déclenchement de l'alarme, appel du poste de garde, utilisation des extincteurs et mise en sécurité : sortie de secours, point de rassemblement).</p> <p>L'exploitant a un transmis par courriel du 03/03/2026 un document dénommé "comment prévenir en cas de dysfonctionnement majeur".</p> <p>Ce document présente une chaîne d'alerte en cas de dysfonctionnement sur l'ensemble du site PAPREC.</p> <p>Le cas d'un dysfonctionnement sur le réseau de chaleur n'est pas explicitement cité.</p> <p>Ce document ne fait pas référence au « Mode Opérateur Intervention sur le réseau Vapeur » en cas de besoin d'intervention sur le réseau de chaleur (site ESSITY).</p> <p>Depuis la mise en service du réseau en décembre 2022, l'exploitant a indiqué avoir eu un incident en avril 2023 concernant l'endommagement du réseau fibre en parallèle du réseau, lors d'une opération de maintenance. Cet incident a bien été indiqué dans le CREX pour l'année 2023.</p>

<p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé d'exercice (test de situation d'urgence) simulant un incident/accident sur le réseau de chaleur.</p> <p><b>Conclusion :</b>  Les documents présentés en tant que plan d'intervention ne répondent pas à l'intégralité du contenu attendu décrit dans la partie 6 du guide de l'AM du 08/08/2013. Les éléments manquants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'enregistrement de l'appel,</li> <li>- la reconnaissance de la gravité de l'incident par un agent,</li> <li>- la caractérisation de l'incident,</li> <li>- les mesures conservatoires mises en place,</li> <li>- la clôture de l'intervention.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

**N° 6 : Exploitation : transmission du PSM et du plan d'intervention**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transmission PSM, plan d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les plans de surveillance et de maintenance, d'une part, et d'intervention, d'autre part, sont transmis dans l'année qui suit la mise en service de la canalisation au service régional chargé de la surveillance des appareils à pression. Toute modification de ce plan est transmise dans le même délai à ce service. Le retour d'expérience est mis à profit pour entraîner une modification de ce plan.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>PSM : transmis par courriel en amont de la visite.  Plan d'intervention : transmis par courriel a posteriori de la visite.</p> <p><b>Conclusion :</b>  Remarque : L'inspection rappelle que le PSM (plan de surveillance et de maintenance) et le plan d'intervention doivent être transmis à la DREAL dans l'année suivant la mise en service du réseau de chaleur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Exploitation : réparations et modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réparations / Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Les dispositions du titre II, à l'exception de l'article 10, sont applicables aux réparations et modifications. II. - Les tronçons ou les sections de remplacement subissent les épreuves hydrauliques de résistance prévues à l'article 8. III. - Les modalités de contrôle et de réalisation des épreuves des tronçons ou des sections réparés ou modifiés sont définies dans le guide professionnel mentionné au 6° de l'article 2. Ce guide peut prévoir des cas de remplacement de l'épreuve hydraulique de résistance par des contrôles non destructifs appropriés. IV. - L'exploitant met à jour le dossier d'exploitation de la canalisation sur la base du dossier relatif à la réparation ou à la modification.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de réparations et/ou modifications depuis 2022, en dehors de remplacement de vannes à l'identique.  <b>Conclusion :</b> <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Exploitation : CREX**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transmission du compte rendu d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant le 31 mars de chaque année, l'exploitant adresse au service régional chargé de la surveillance des appareils à pression un compte rendu d'exploitation relatif à l'année civile précédente. Ce document comporte un bilan : - du déroulement du plan de surveillance et de maintenance prévu à l'article 14 précisant, le cas échéant, les difficultés rencontrées avec, en particulier, les dégradations notables causées aux canalisations du fait d'interventions de tiers ou de sa propre exploitation et les manquements répétés aux prescriptions réglementaires relatives aux déclarations de projets de travaux et déclarations d'intention de commencement de travaux ; - des accidents et des incidents constatés en précisant leurs caractéristiques, et notamment de ceux qui ont entraîné une fuite ainsi que des mesures prises pour empêcher leur renouvellement ; - des travaux notables et des réparations réalisés sur la canalisation ; - des exercices mis en œuvre dans le cadre du plan d'intervention. Le compte rendu d'exploitation peut faire l'objet d'une présentation au service régional chargé de la surveillance des appareils à pression, à la demande de ce dernier.

**Constats :**

Compte rendu d'exploitation (CREX) dénommé « Rapport annuel d'activité du réseau de vapeur alimentant ESSITY » pour l'année 2024, transmis par courrier du 01/03/2025.

Le contenu attendu du CREX est le suivant :

- Bilan du PSM, notamment les dégradations engendrées par des inventions des tiers ;
- Bilan des accidents/incidents, notamment ceux ayant engendré des fuites ;
- Bilan des travaux et réparations notables ;
- Bilan des exercices dans le cadre du plan d'intervention.

Le bilan transmis présente le suivi de la livraison thermique réalisée chez ESSITY ainsi qu'une liste des faits marquants à savoir les arrêts annuels ou techniques des 2 sites et les arrêts/baisses de livraison liés au fonctionnement des 2 sites.

Le CREX transmis pour 2024 ne fait pas mention du bilan du PSM, du bilan des accidents/incidents, des travaux de réparations et des exercices réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'intervention.

Même en l'absence d'incident ou d'accident, le compte rendu peut préciser l'absence d'incident/accident, de réparations etc. Le compte rendu pourrait également justifier les arrêts et baisses de livraison, notamment en indiquant s'il s'agit de la diminution de demande ou d'un autre évènement (dysfonctionnement voire incident).

**Conclusion:**

Le prochain CREX (transmission à venir en mars 2026) pour le bilan de l'année 2025 devra être complété par les éléments suivants :

- bilan des accidents/incidents,
- bilan des travaux de réparations,
- bilan des exercices réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'intervention.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 9 : Interventions de travaux tiers**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/02/2026, article R. 554-22 et R. 554-26

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réponses aux DT et DICT

**Prescription contrôlée :**

Article R. 554-22 du Code de l'environnement

I. - Les exploitants sont tenus de répondre, sous leur responsabilité, dans le délai de neuf jours, jours fériés non compris, après la date de réception de la déclaration de projet de travaux dûment remplie. Ce délai est porté à quinze jours, jours fériés non compris, lorsque la déclaration est adressée sous forme non dématérialisée. La réponse, sous forme d'un récépissé, est adressée

au déclarant. Elle lui apporte toutes informations utiles pour que les travaux soient exécutés dans les meilleures conditions de sécurité, notamment celles relatives à la localisation des ouvrages existants considérés et celles relatives aux précautions spécifiques à prendre selon la nature des opérations prévues et selon la nature, les caractéristiques et la configuration de ces ouvrages. Elle signale le cas échéant les dispositifs importants pour la sécurité qui sont situés dans l'emprise des travaux. [...]

**Article R. 554-26 du Code de l'environnement**

I. - Les exploitants sont tenus de répondre, sous leur responsabilité, dans le délai de sept jours, jours fériés non compris, après la date de réception de la déclaration d'intention de commencement de travaux dûment remplie. Ce délai est porté à neuf jours, jours fériés non compris, lorsque la déclaration est adressée sous forme non dématérialisée. Dans le cas où il est fait usage de la faculté prévue au IV de l'article R. 554-25, le délai de réponse est fixé conformément aux dispositions du I de l'article R. 554-22. La réponse, sous forme d'un récépissé, est adressée à l'exécutant des travaux qui a fait la déclaration. Elle lui apporte toutes informations utiles pour que les travaux soient exécutés dans les meilleures conditions de sécurité, notamment celles relatives à la localisation des ouvrages existants considérés, à une échelle et avec un niveau de précision appropriés, et celles relatives aux précautions spécifiques à prendre selon les techniques de travaux prévues et selon la nature, les caractéristiques et la configuration de ces ouvrages. Elle indique, le cas échéant, la référence des chapitres applicables du guide technique mentionné à l'article R. 554-29 relatifs aux travaux effectués à proximité d'ouvrages spécifiques et les moyens de les obtenir. Elle signale, le cas échéant, les dispositifs importants pour la sécurité qui sont situés dans l'emprise des travaux. [...]

**Constats :**

L'exploitant a bien enregistré le réseau de chaleur sur le guichet unique "réseaux et canalisations".

Par courriel du 03/03/2026, l'exploitant a transmis les documents suivants :

- DT n°2025120800382DAF du 08/12/2025
- DICT n°2025043005272D du 30/04/2025

**Conclusion :**

L'exploitant n'a pas présenté les réponses apportées à la DT (Déclaration de travaux) n°2025120800382DAF et à la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux) n°2025043005272D reçues via le guichet unique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours



N° 10 : Liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contenu de la liste
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.
<b>Constats :</b>  Les tuyauteries soumises au suivi en service ne sont pas listées dans la liste des équipements sous pression fixes exploités par la société PAPREC.  Le type indiqué pour un équipement est : récipient, générateur de vapeur, tuyauterie, ACAFR (appareil à couvercle à fermeture rapide).  <b>Conclusion :</b> La liste des équipements sous pression fixes doit être mise à jour par la correction du type d'équipement et l'ajout des tuyauteries suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• "Départ vapeur 0.331-200 VM 01", fabricant CLEVIA, PS=22b, DN200, 2022, vapeur surchauffée</li><li>• "Tuyauterie CVE 0.320-200 VH 01 / 0.320-200 VH 02", fabricant CLEVIA, PS=44b, DN200, 2022, vapeur surchauffée</li><li>• "0.321-200 VH01 / 0.321-200 VH02", fabricant CLEVIA, PS=44b (VH01) et 36b (VH02), DN200, 2022, vapeur surchauffée</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

N° 11 : Suivi en service des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle de mise en service
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service :

1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10 000 bar.l ;  
 2. Les tuyauteries dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar appartenant à une des catégories suivantes :  
 [...] b) Tuyauteries de gaz de groupe 2 dont la dimension nominale est supérieure à DN 250, à l'exception de celles dont le produit PS.DN est au plus égal à 5 000 bar ; [...]

#### **Constats :**

Le réseau de vapeur et les tuyauteries exploitées sur le site de ESSITY sont raccordées à 3 évaporateurs.

L'exploitant a indiqué que les CMS (contrôles de mise en service) des 3 récipients ont été réalisés le 08/08/2022.

Les DMS (déclarations de mise en service) ne sont pas enregistrées sous la plateforme LUNE.

#### **Conclusion :**

L'exploitant n'a pas présenté les CMS des 3 évaporateurs n°C2103033A, C2103033B et C2103033C.

L'exploitant n'a pas réalisé les DMS des 3 évaporateurs n°C2103033A, C2103033B et C2103033C.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

### **N° 12 : Suivi en service des appareils à pression**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Inspections périodiques

#### **Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

[...] Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois

pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

II - [...]

III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.

#### **Constats :**

##### Evaporateurs :

L'exploitant a indiqué que les 3 évaporateurs ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service le 08/08/2022 mais qu'ils sont en fonctionnement depuis décembre 2022.

L'échéance de la première inspection périodique est le août 2026.

##### Tuyauteries :

L'exploitant a transmis par courriel du 03/03/2026 les programmes de contrôle des tuyauteries suivantes :

- Programme de contrôle "PCT Tuyauterie secondaire sortie Skids" pour la tuyauterie "Départ vapeur 0.331-200 VM 01", fabricant CLEVIA, PS=22b, DN200, 2022, vapeur surchauffée
- Programme de contrôle "PCT Départ vapeur Essity (Référence ISO 5304 PLTU 16)" pour la tuyauterie "Tuyauterie CVE 0.320-200 VH 01 / 0.320-200 VH 02", fabricant CLEVIA, PS=44b, DN200, 2022, vapeur surchauffée
- Programme de contrôle "PCT Arrivée vapeur Essity" pour la tuyauterie "0.321-200 VH01 / 0.321-200 VH02", fabricant CLEVIA, PS=44b (VH01) et 36b (VH02), DN200, 2022, vapeur surchauffée

L'échéance de l'inspection périodique est définie au sein des programmes de contrôle : 60 mois, soit en 2027.

##### Conclusion :

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite